

Aperçu des conclusions des Réunions des Partenaires de Douala

Cleto Ndikumagenge

Jean Marie Noiraud: JMN

3 résultats importants

- Atelier des Chercheurs (27-28 février)
- Atelier Gouvernance et utilisation des Terres (29 février): CN
- Réunions des Partenaires (1^{er} au 2 mars); CN
- Etude de la Facilitation du PFBC sur les aspects institutionnels et stratégiques REDD+: JMN

Atelier Gouvernance

- Présentation liminaires : Martin Tadoum
- Utilisation des terres en Afrique et leur conversion à d'autres usages par Mme Clotilde Gomba
- Bonnes pratiques - Leçons apprises : par Mr Jean Claude Nguingiri, FAO
- Enjeux politiques, institutionnels et réglementaires: Dr Chimère Diaw, RAFM
- Synergie active entre partenaires techniques et financiers par Mr Alain Karsenty du CIRAD
- Conclusions : John Flynn

Recommandations (1)

- Meilleure coordination et concertation des acteurs.
- Aller vers une gestion intégrée des espaces.
- système virtuel d'observation des pressions sur les terres du fait des plantations agricoles ou des industries extractives.
- Maintenir et renforcer les droits coutumiers sur les terres et les intégrer dans la réforme foncière

Recommandations (2)

- **L'usage du zonage** (macro ou micro) et d'autres outils devraient s'inscrire dans une perspective holistique
- **Appel de TI** à un partenariat très large auquel cette organisation voudrait contribuer pour apporter des réponses
- Complémentarité des initiatives gouvernance (APV, FLEGT, certification, bois artisanal)

Réunions des Partenaires

- Feuille de route de la Facilitation du PFBC : De Kinshasa à Douala (via Bujumbura) : Mbitikon
- Dynamique de la COMIFAC et de ses partenaires : Ambassadeur des USA
- 4 Marchés d'information : formation, REDD+, AGR, Aires protégées
- Cérémonie de vernissage Etat des Forêts (EDF) 2010 - Lancement EDF 2012
- Suivi de la déclaration de Durban sur le REDD+ : Cyril Loisel
- Visite de terrain : Port et Mangrove

Recommandations (1)

- Evaluation des performance du PFBC
- Nouvelle Facilitation
- Eviter les doubles emploi
- Lutte contre le grand braconnage
- Transparency international
- Coordination et coopération de la Recherche

Recommandations (2)

- Rio+20
- PFBC+10
- Dialogue avec la Chine
- Marché des informations

Etat d'avancement du processus REDD dans les pays de la COMIFAC

Douala, RdP 2 mars 2012

Jean-Marie Noiraud/JMN Consultant

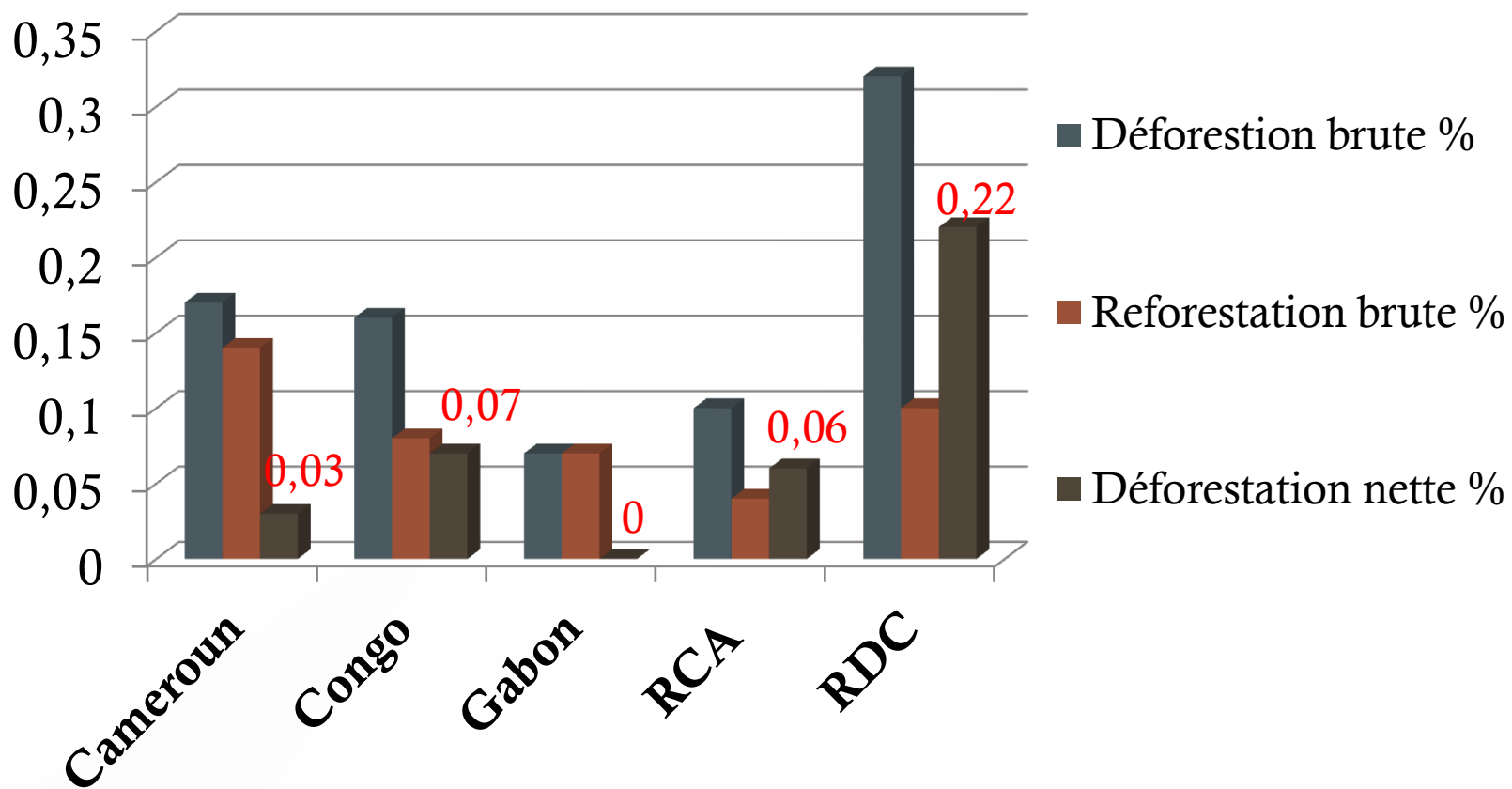
À la demande de la facilitation du PFBC / Coopération canadienne

Mandat

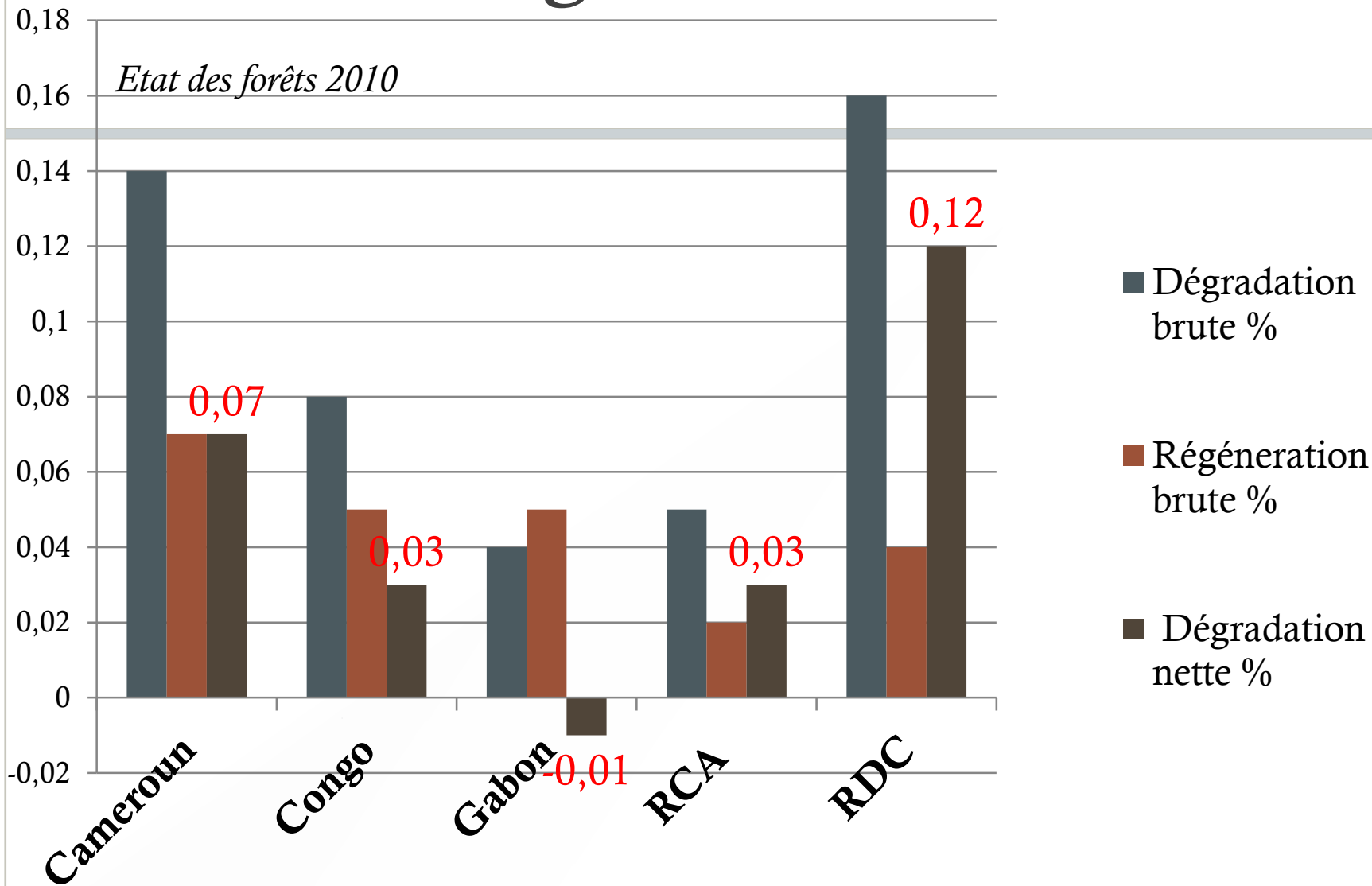
- Faire le point sur l'état d'avancement du processus REDD+ à l'échelle de la COMIFAC et des Etats membres
- Faire le point sur les financements engagés actuellement et sur les perspectives
- Constituer une base de données documentaires avec la littérature disponible, les textes légaux pris dans les pays, les données chiffrées sur les initiatives en cours
- Proposer des recommandations pouvant être portées devant le Conseil des Ministres de la COMIFAC

Taux de déforestation 2000-2005

Etat des forêts 2010



Taux de dégradation 2000-2005



Principes

- Evoluer d'un système basé sur le financement de programmes forestiers (conservation/développement) globalement insuffisants et non durables → vers un système basé sur l'évaluation des résultats en termes de performances en matière de préservation durable du carbone forestier et d'accroissement des stocks (PES).
- → besoin de travailler selon une approche transversale et multisectorielle au niveau national
- → besoin de réformer les institutions nationales
- → besoin de définir: champ d'application, scénario de référence retenu, échelle géographique d'intervention, sources de financement, etc.

Niveau sous-régional

- **CEEAC:** orientation politique générale et suivi des politiques REDD+ au niveau sous-régional
- **COMIFAC:** en charge du suivi et de la coordination des stratégies et initiatives REDD+ au niveau sous-régional et de l'appui aux pays membres pour toutes les questions touchant la forêt en général
- **Pays membres:** chaque pays a la charge de la conduite de son propre processus REDD+ au niveau national, à son rythme et selon ses propres priorités

Niveau national (février 2012)

	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	GE	RCA	RDC	Rwanda	STP	Tchad
Conseil Climat									comité nl	
Comité National REDD										
<i>Coordination Nationale REDD</i>										
<i>Equipe technique fonctionnelle</i>										
Point focal REDD	le PF CC	1 par ministère								??
Décret d'application										
Communication nationale Climat 1										
Communication nationale Climat 2										
R-PIN	requête							??		
R-PP		équipe nle				mars-12				
PANA										
Plan Climat										
Stratégie REDD				??						
Plan de développement sobre en GES		??								
Atlas forestiers										
Equations allométriques										
Plan de zonage sectoriel										
Plan de zonage intégré										

Légende

En cours

Fait

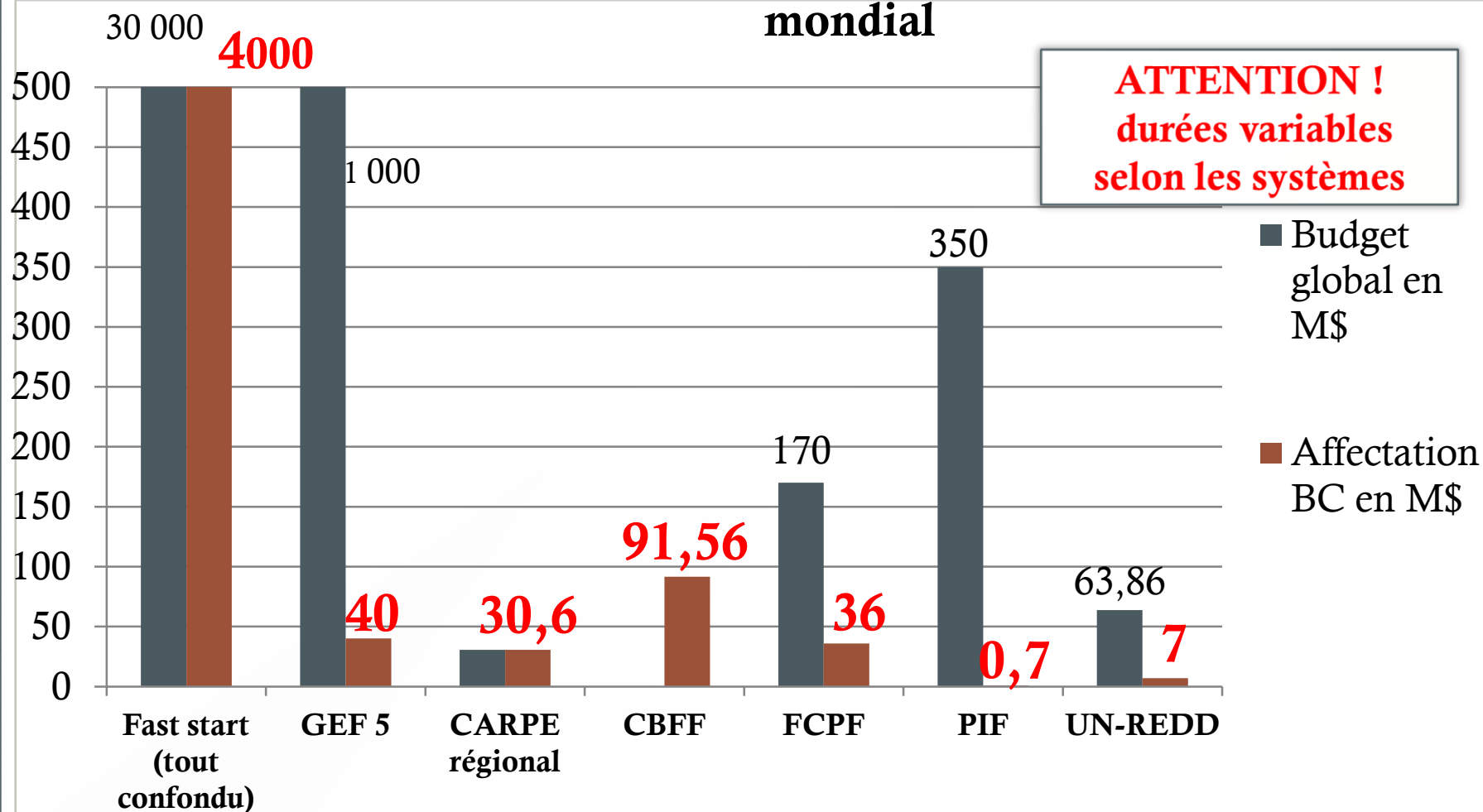
Non fait

Prévu

ND

Volume mécanismes REDD (février 2012)

Engagements des mécanismes REDD COMIFAC pour 4,2 milliards \$/31,5 Mds\$ soit 13% du budget mondial



Résumé des financements REDD+ identifiés dans les pays COMIFAC (février 2012)

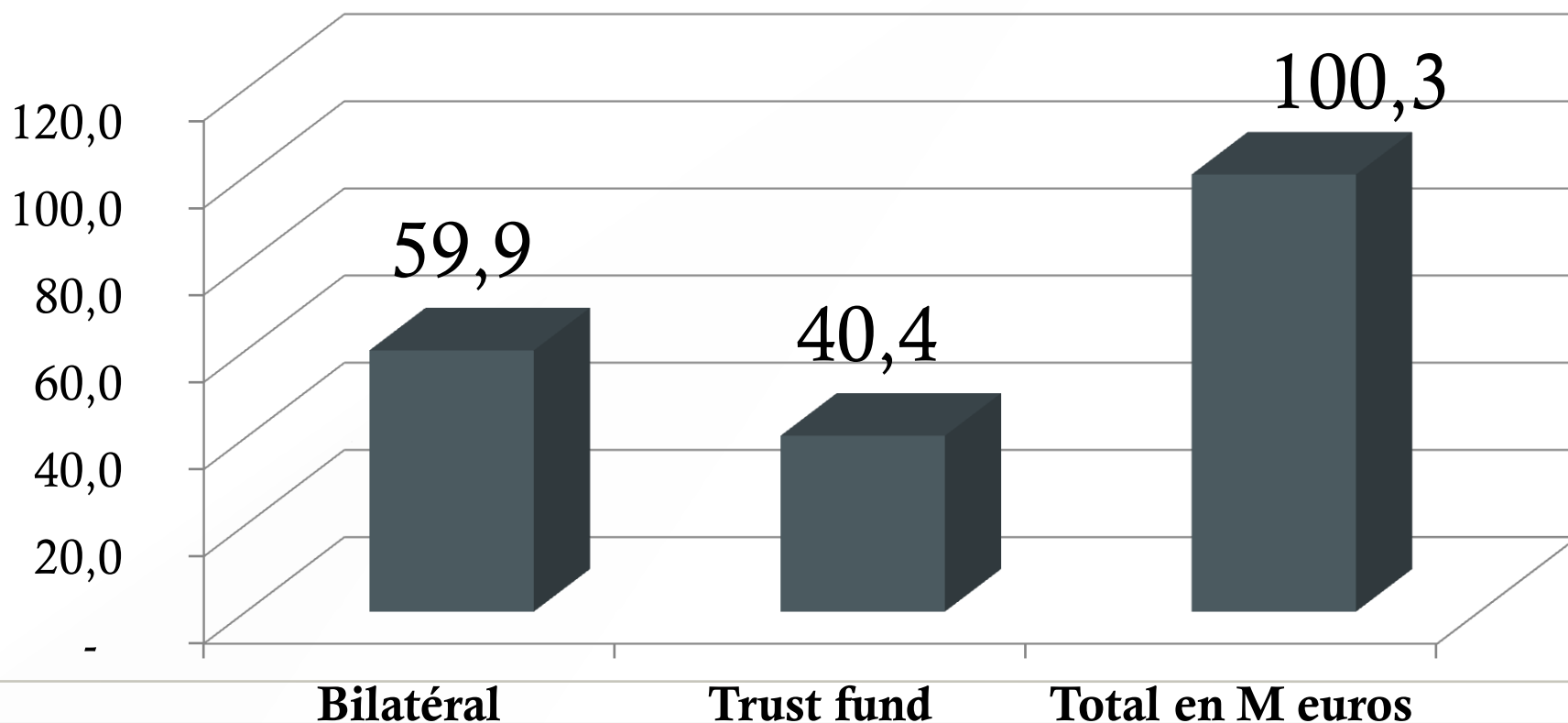
	FCFA	Euros	US\$
Composantes régionales		100,3	
29 projets multi-pays		millions €	
<i>Dont financement bilatéral</i>		60	
		Millions €	
<i>Dont financement trust funds</i>		40 millions €	
60 projets nationaux	68,5	104,4	146
	milliards	Millions €	millions
<i>Dont bilatéral</i>		17,7 millions €	
<i>Dont trust-funds</i>		86,7 millions €	
Total espace COMIFAC	143,3	204,7	287
	milliards	Millions €	millions\$

Quelles utilisations?

- Préparation à la REDD+
- Appui institutionnel
- Renforcement des capacités
- Acquisitions d'images, d'équipements, etc.
- Préparation de projets
- Exécution de projets pilotes localisés
- Préparation du système MRV
- Préparation des données de base, des scénarii, etc.

29 projets REDD multi-pays : résumé des financements identifiés

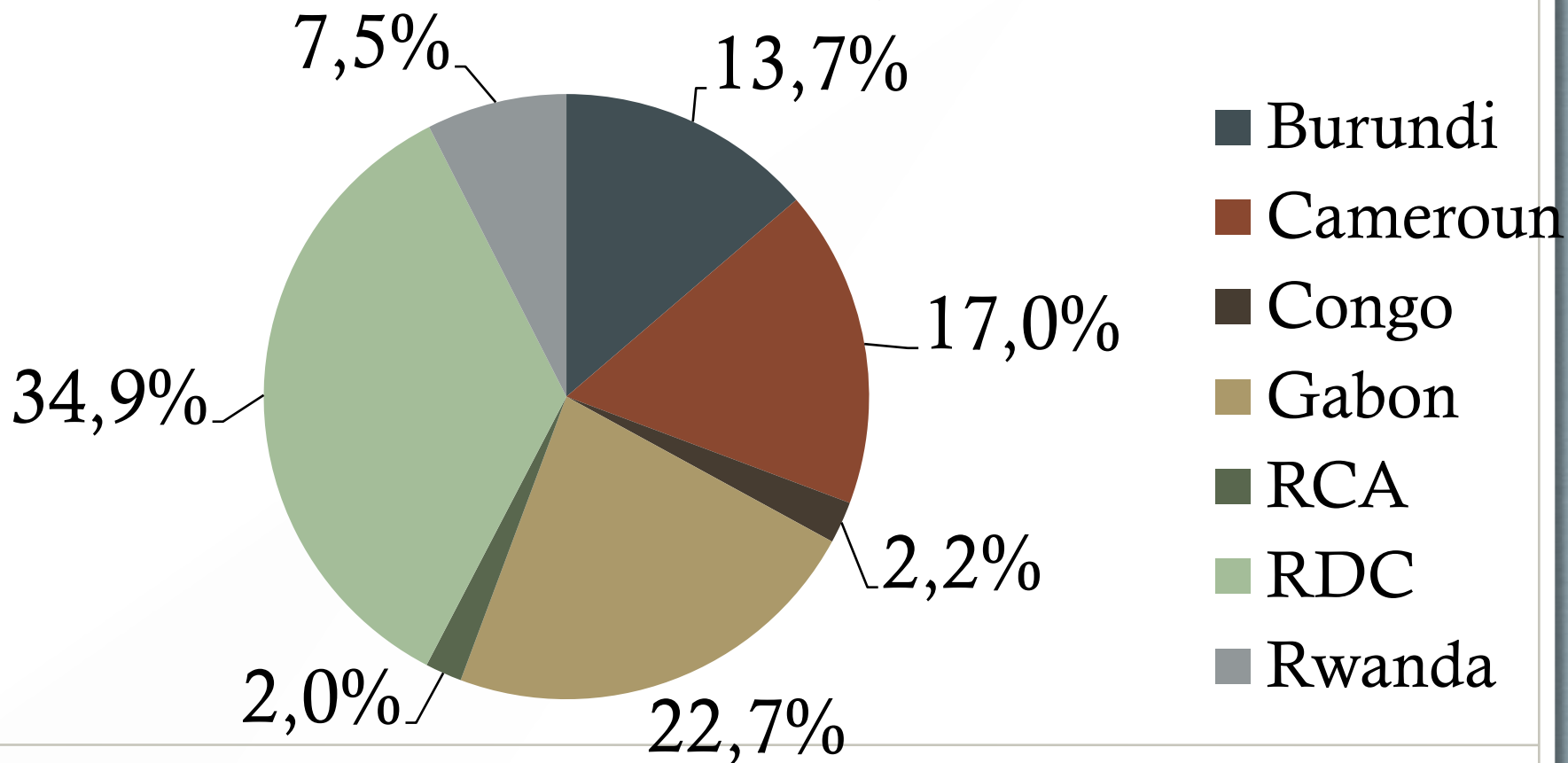
**Répartition du financement identifié des 29 projets
multi-pays**
pour un total de 100,3 M euros



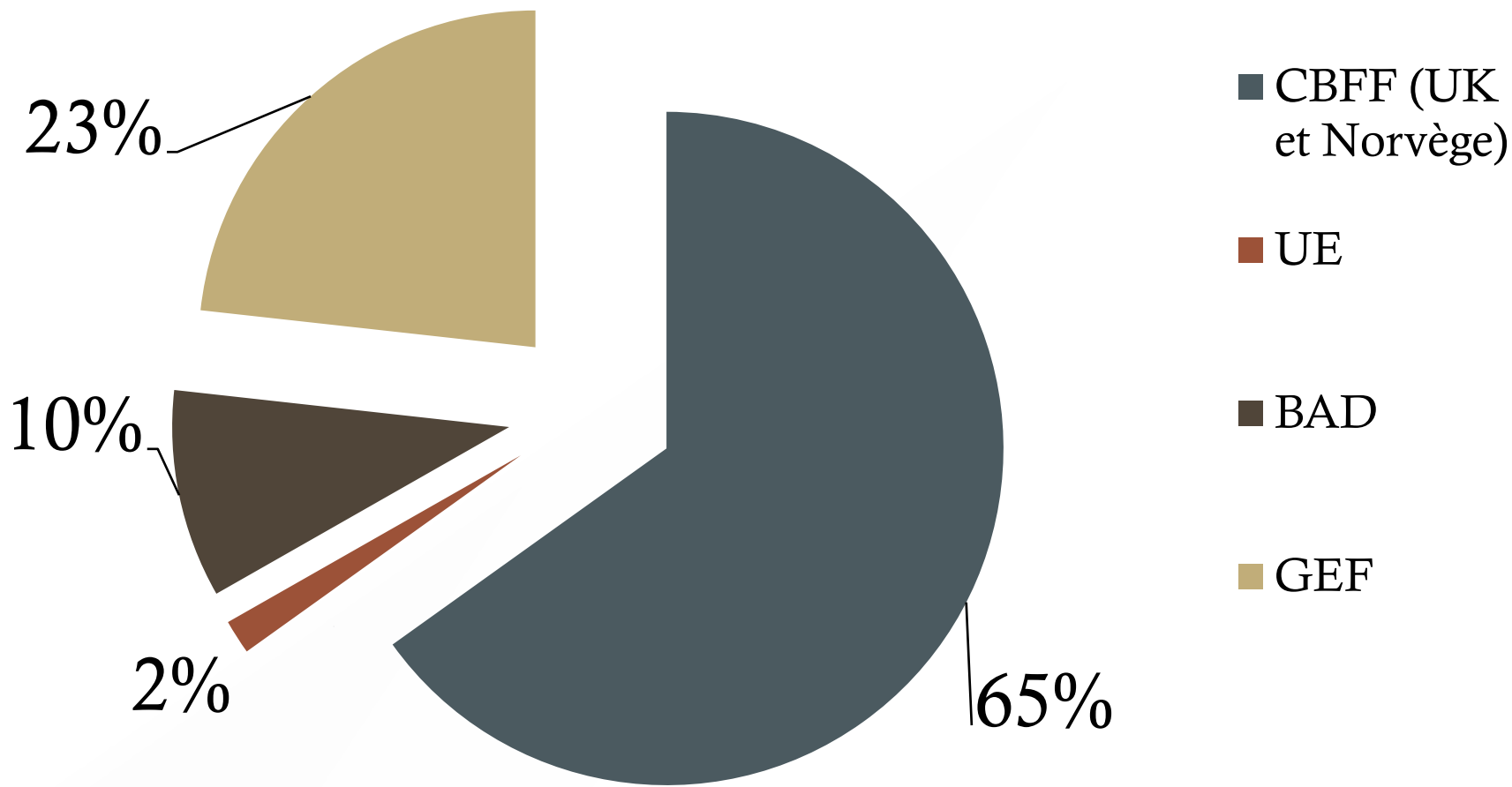
Répartition des 60 projets nationaux REDD

Répartition des financements des 60 projets identifiés strictement dans les pays

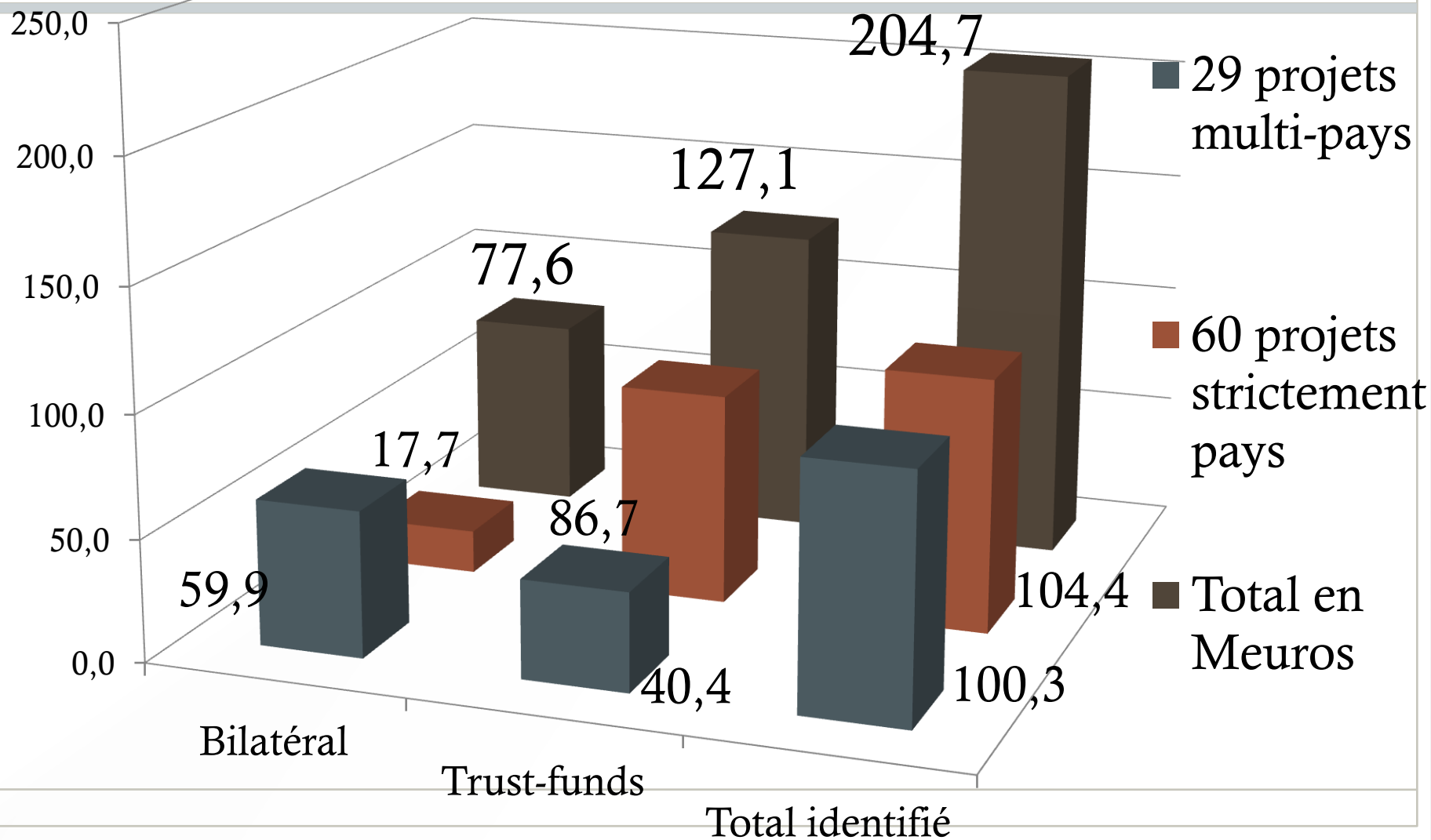
sur un total de 104,4 M euros



Trust-funds : répartition de leur contribution pour les 60 projets des pays (86,7 M euros)



Répartition du financement identifié des projets REDD multi-pays et pays en AC pour un total de 204,7 millions d'euros



Principaux constats

- Disparité entre les Etats membres: notamment entre pays à fort couvert forestier et pays à faible couvert forestier sur la manière d'aborder la REDD+ . Engouement mitigé selon les pays.
- Disparité dans les appuis reçus: soutien plus actif aux pays à fort couvert forestier. La RDC est le pays le plus avancé mais qui a reçu également le plus d'appui extérieur financier et technique.
- Disparité de l'intérêt à l'égard de la REDD selon le niveau de déforestation, le couvert forestier, mais aussi selon le niveau de développement socio-économique.
- Disparité d'approche en matière de développement sobre en carbone et donc d'implication ou non dans la REDD à court terme, notamment si pays pétrolier ou non.

Constats, suite...

- Seuls les spécialistes de la REDD+ dans les pays réellement impliqués comprennent quelque chose au concept.
- **Confusion** courante entre les plans issus des processus de mise en œuvre des différentes conventions de Rio (CCC, CBD, CDD) car les actions sur le terrain sont souvent similaires/ manque de concertation et d'intégration des actions/incompréhension des acteurs
- De manière générale, **le concept REDD+ n'est pas compris dans les pays**. Confusions entre les principes d'intervention classiques (reboisement, afforestation, préservation des bassins versants, etc.) financés sur budgets nationaux ou extérieurs et ce que la REDD+ envisage en termes d'approches.

Constats, suite...

- **Confusion dans les esprits concernant la REDD+** entre ce qui relève de la préparation (phase I), de la mise en œuvre (phase II) et de l'évaluation des résultats et de leur rémunération (phase III) → laquelle se mélange également entre approche de financement durable sur la base d'un fonds volontaire ou bien sur la base d'une rémunération du marché du carbone, idem avec le concept de financement précoce.
- **La RDC accepte le principe du droit du carbone avec gestion sous-traitée au privé** sur base d'une convention prévoyant les modes de redistribution et de partage des revenus. Ce point n'est pas encore clair pour les autres pays.

Constats, suite...

- **La REDD+, c'est très compliqué. Trop ?**
- **Le positionnement du dossier REDD+** n'est pas vraiment optimal dans les pays avec des problèmes parfois importants de communication et de concertation entre les institutions appelées à collaborer, des problèmes de leadership, des problèmes d'intérêts économiques majeurs, etc.
- **Encore peu d'expérience acquise** dans les pays et donc peu de leçons à tirer pour aborder l'avenir. Le processus est lui même en cours d'apprentissage itératif.
- **La question des feux annuels/périodiques** dans les zones de savane de plaines et de montagnes, et les zones de transition forêts-savanes n'est pas suffisamment traitée.

Constats, suite...

- La relation entre la **COMIFAC** et la **CEEAC** n'est pas suffisamment claire et fluide dans la répartition des rôles et des tâches entre les deux institutions, d'où des problèmes d'incompréhensions, de confusions, de financement, etc.
- **Le rôle même de la COMIFAC à l'égard des pays membres n'est pas toujours bien compris**, que ce soit dans le cadre des négociations climat et REDD+, ou au niveau de l'appui à apporter aux Etats membres.
- **Le rôle de certains partenaires de la préparation à la REDD+ dans les pays engendre parfois également des confusions** ou des incompréhensions quant à l'approche nationale vis à vis de l'approche et de la concertation régionale.

Constats, suite...

- Tant que les négociations internationales n'auront pas abouti à une décision claire prévoyant comme le désirent les pays de la COMIFAC des scénarios nationaux intégrant une variable de développement économique et social, et donc un accroissement raisonnable de la déforestation liée au nécessaire développement des pays, il restera difficile d'engendrer un véritable enthousiasme politique pour la REDD+
- Idem tant qu'on n'aura pas une idée plus claire de la rémunération possible dans le cadre de la REDD+ sur le court, moyen et long terme.

Synthèse de l'état d'avancement du processus REDD+ dans les Etats

Processus REDD+	Préliminaire	Phase 1		Phase 2		Phase 3
				RDC		
				Congo		
			Cameroun			
				RCA		
		Burundi				
		Guinée-Equato				
		Rwanda				
		Tchad				
		STP				
				Gabon		

Quelques recommandations, ...

- Renforcement des capacités dans les Etats à fort couvert forestier et dans les Etats à faible couvert forestier
- Renforcement du positionnement politique de la coordination/comité REDD+ dans les Etats
- Développement de stratégies REDD+ appropriées pour les pays/zones à faible couvert forestier et savanes sensibles aux feux
- Elaborer des scénarii de référence intégrant croissance démographique et développement sobre en carbone
- Etudier attentivement les implications socioéconomiques des stratégies REDD+ possibles en fonction des intérêts propres de chaque Etat selon son niveau de développement actuel.

REDD+ en Afrique centrale

- Ce travail n'est pas terminé, il est encore incomplet. Dès que possible, les résultats complétés de cette étude seront disponibles en ligne sur le site du PFBC: www.cbfp.org
- Merci de bien vouloir contribuer à reconstituer l'information sur les initiatives en cours au sein de l'espace COMIFAC sur la préparation de la REDD+ et sur la mise en œuvre de projets pilotes en envoyant vos informations à l'un des adresses suivantes:
 - www.pfbc-cbfp.org
 - [Jmn_office@yahoo.fr](mailto:jmn_office@yahoo.fr) ; jmn@jmnconsultant.com